

L'Amérique, de Donald Trump à Joe Biden

©
D.R



Par : **LAHOUARI ADDI**

PROFESSEUR ÉMÉRITE DE SOCIOLOGIE, SCIENCES-PO LYON

Décryptage

La défaite de Donald Trump va mettre fin à une présidence grotesque, marquée par la mauvaise foi et les paroles outrancières, en plus des mensonges quotidiens. Selon le fact-checking du 17 août 2020 du Washington Post, il a menti 22 247 fois en 1 316 jours. En avril dernier, il avait déclaré, devant des médecins médusés, que l'eau de Javel pourrait être un remède efficace contre la Covid-19.

Il était agacé que la presse parle autant de cette pandémie dont il craignait qu'elle diminue ses chances de gagner les élections. Il s'était présenté à l'élection présidentielle en 2016 pour se faire un nom à l'échelle internationale en vue de gagner de l'argent dans des transactions immobilières en Russie, en Thaïlande, en Turquie, etc. Son ancien avocat et homme de main Michael Cohen, qui avait fait de la prison à cause de lui, témoigne que Trump ne croyait pas qu'il serait élu en 2016 (Michael Cohen, *Disloyal. The True Story of the Former Personnel Attorney to President Trump*, Skyhorse Publisher, New York, 2020).

Un président excentrique et narcissique, selon son entourage

Homme d'affaires ayant fait plusieurs fois faillite, promoteur immobilier aux transactions douteuses, personnage excentrique des émissions de télévision, Trump n'a pas le profil d'un homme politique. Il s'est fait connaître du grand public à travers une émission de télévision (*The Apprentice*) où il prononçait la phrase célèbre "Vous êtes

viré” (You are fired). Pour lui, la politique est une activité transactionnelle qui rapporte de l’argent. Dans sa conception, elle n’a rien à voir avec des visions idéologiques prétendant réaliser le bien public, soit d’un point de vue conservateur, soit d’un point de vue progressiste libéral.

Il ne défend pas une idéologie ; il défend ses propres intérêts en instrumentalisant des idées de droite qui lui assurent des soutiens divers dans une société où certaines couches sociales ont peur du changement. Dans les années 1990, il était inscrit comme démocrate et, à ce titre, il avait donné 6 000 dollars pour soutenir la candidature au poste de magistrat à San Francisco, Californie, de Kamela Harris, que Joe Biden choisira en 2020 pour être la vice-présidente.

Dans un livre devenu un best-seller dans la liste du New York Times, sa propre nièce, Mary Trump, le décrit comme un narcissique qui n’a aucune empathie pour les autres, obsédé de gagner plus d’argent même de façon immorale. (Mary Trump, *Too Much and Never Enough. How My Family Created the World’s Most Dangerous Man*, Simon and Shuster Publisher, New York, 2020, traduction française : Trop et Jamais Assez. Comment ma famille a créé l’homme le plus dangereux au monde, Albin Michel, Paris, 2020).

Après avoir servi pendant deux ans comme secrétaire général de la Maison-Blanche (Chief of Staff), le général à la retraite John Kelly dit de son ancien patron : “Sa malhonnêteté et le caractère intéressé de chacune de ses relations sont plus pathétiques qu’autre chose. Je n’ai jamais rencontré dans ma vie un homme avec autant de défauts.” (The Hill, 17 octobre 2020.)

L’angoisse de l’Amérique profonde face aux changements sociodémographiques

Trump s’est porté candidat en 2016 à un moment où une grande partie des Américains ne voulait pas d’un troisième mandat démocrate après les huit années de présidence de Barack Obama. Celui-ci avait suscité des espoirs qui sont retombés suite à la timidité de ses réformes, ce qui a fait perdre des voix au parti démocrate. En 2016, Trump avait représenté l’alternance, mais aussi la revanche des conservateurs qui se sentaient humiliés d’avoir été dirigés par un président noir.

“Nous avons trop souffert pendant 8 ans”, avait dit l’un d’eux. Favorisé par cette période de reflux propre aux cycles électoraux, Trump a émergé comme le candidat flamboyant qui séduit les foules et les médias à grand tirage. Il a su attirer à lui aussi bien les chrétiens évangéliques attachés aux valeurs conservatrices que les ouvriers blancs qui avaient perdu leur emploi suite à la délocalisation des entreprises industrielles. Son élection en 2016 n’a pas été un accident ; elle a exprimé une peur de l’Amérique rurale et profonde face aux changements sociodémographiques des 50 dernières années.

À cela s’ajoutent les effets de la mondialisation qui a incité des entreprises à s’installer au Mexique et en Asie, où le salaire ouvrier est moins élevé. Accélérée par la révolution néo-libérale des années Reagan-Thatcher, la mondialisation a profité à Wall Street, mais a aussi fait des perdants, en particulier les ouvriers dont les usines ont été délocalisées vers l’extérieur. La perte d’emploi dans l’industrie a suscité une rancune tenace chez des ouvriers récemment convertis au vieil isolationnisme d’avant la Seconde Guerre mondiale. Trump avait promis de faire revenir aux USA les emplois perdus au profit de la Chine et du Mexique.

Cela lui avait permis de gagner des voix dans les cités ouvrières des États de la “rust belt” (“ceinture de rouille” des États du Michigan, du Minnesota, de l’Ohio et de la Pennsylvanie), auparavant acquises au parti démocrate. Il avait aussi joué sur la peur du petit Blanc qui se sent menacé par l’émergence d’une classe moyenne noire et hispanique. Au cours de ses campagnes, il promettait aux mères de famille des banlieues aisées (suburban housewives) de les protéger de l’invasion des Noirs et des Hispaniques.

Le slogan “Make America Great Again” (Rendre l’Amérique comme elle était) est l’illustration de cette nostalgie d’une époque où les Noirs n’avaient pas de droits civiques, les travailleurs hispaniques étaient peu nombreux, et les supermarchés Walmart et Target ne vendaient pas de produits manufacturés en Chine. Cette époque est révolue et la société a changé ; mais les institutions n’ont pas changé, résistant au suffrage universel par le

charcutage électoral (gerrymandering), le système des grands électeurs, le poids des États dans le Sénat et la privation du droit de vote de centaines de milliers de Noirs sous des prétextes farfelus (disenfranchisement).

Un système politique anachronique

Les États-Unis sont l'une des plus anciennes démocraties au monde. Son système politique a été façonné à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle avec des idées libérales à une époque où les hommes blancs exploitaient des esclaves noirs et dépossédaient de leurs terres les autochtones (Native Americans) par la violence. Le racisme institutionnel, encore actif aujourd'hui dans la police et dans la justice, est issu de cette histoire chargée de violence où une partie de la population colonisait et dominait une autre partie.

Le puritanisme chrétien donnait aux acteurs de la domination blanche une bonne conscience et la conviction qu'ils étaient respectueux des valeurs morales. Ce système a fonctionné et fonctionne encore avec deux partis qui convergent par leurs ailes modérées et qui, pour gagner les élections, ont besoin de l'appui des indépendants.

Ces derniers ne sont pas organisés politiquement, mais leur vote donne la victoire tantôt à l'un, tantôt à l'autre parti. Mise à rude épreuve par les changements sociodémographiques, la structure du champ politique a montré les limites du système bipartisan reposant sur des valeurs libérales abstraites.

Par ailleurs, la disparition de la menace communiste, que constituait l'Union soviétique, a affaibli le consensus qui unissait républicains et démocrates "contre le socialisme". Le consensus a été remis en cause dans les années 1990, dites années Newt Gingrich, député haineux de l'État de Géorgie. Cette période a ouvert la voie aux néo-conservateurs, au mouvement Tea Party et à leurs actuels héritiers publiquement racistes et conspirationnistes.

Au lieu de se distinguer de ces courants souvent violents, le parti républicain s'en est accommodé en se radicalisant. Trump est l'illustration de cette dérive droitière raciste portée par de nombreuses organisations qui participent aux mobilisations électorales. Avec ses radios locales, ses sites internet et une chaîne de télévision à grande audience (Fox News), l'extrême droite américaine a pris en otage le parti républicain qui a besoin de personnalités médiatiques au discours haineux comme Rush Limbaugh, Sean Hannity, Steve Banon, Alex Jones et d'autres encore.

Écoutés et suivis par des millions de personnes sur les médias et les réseaux sociaux, ces polémistes forment les groupes de choc du trumpisme. Tweeter vient de suspendre le compte de Steve Banon, ancien conseiller à la Maison-Blanche de Trump, pour avoir appelé à couper la tête du directeur du FBI et du Dr Anthony Fauci qui prône le port du masque pour se prévenir de la Covid-19. Steve Banon les accuse d'être proches du parti démocrate et de travailler contre les intérêts de l'Amérique ! Cette propagande haineuse a éloigné du parti des républicains modérés regroupés dans le Lincoln Project qui a appelé à voter pour Joe Biden.

Le poids des swing votes

Cependant, comme dans tout système bipartisan, les élections se jouent au centre. En s'adressant juste à la base électorale de son parti, Trump s'est enfermé dans un dilemme qui a fait fuir les indépendants. Sa défaite s'explique en partie par la peur qu'il a inspirée à de nombreux groupes sociaux qui refusent les discours enflammés diabolisant l'adversaire. Les couches sociales avec une éducation universitaire et surtout une majorité de femmes blanches des banlieues de classe moyenne (white suburban women) ont rejeté son comportement agressif à la hauteur de 65%, selon des sondages publiés par les grands journaux.

L'absence d'empathie de Trump pour les familles des victimes de la pandémie (230 000 morts à ce jour) et l'indifférence affichée à la suite des violences policières à l'endroit des Noirs ont éloigné de lui une partie des indépendants qui font la différence lors des scrutins serrés. Les candidats aux fonctions électives ne peuvent gagner que si, en plus de leur clientèle électorale, ils attirent à eux des indépendants et des indécis (swing votes) qui font pencher la balance vers un camp ou vers un autre.

Les républicains étaient conscients de cette incapacité de Trump à attirer les modérés, mais ils l'ont utilisé pour nommer à la Cour suprême et aux Cours fédérales des juges conservateurs. Ils ont pour dessein, en cas d'alternance électorale, de faire annuler par les cours de justice des lois émanant de parlementaires démocrates relatives à la fiscalité, au port d'arme, à l'avortement, à la couverture sanitaire, au changement climatique, etc.

La judiciarisation à outrance de la sphère politique

La bouée de sauvetage à laquelle s'accrochent les républicains est la Constitution qui date de deux siècles et qui ne peut être modifiée que par les deux tiers des élus des deux Chambres, ce qui est de l'ordre de l'improbable. Dans la culture politique des Américains, la Constitution, héritée des pères fondateurs, est sacrée. Elle serait l'équivalent politique de la Bible, et ce serait presque un blasphème de vouloir la modifier.

Mais, comme tout texte, la Constitution est susceptible d'interprétation dans un sens ou dans un autre, et c'est ce qui donne un pouvoir "politico-idéologique" aux juges. C'est ce qui explique la judiciarisation à outrance de la vie politique, comme si les juges se substituaient aux législateurs en exploitant les vides juridiques de la Constitution et de nombreux textes législatifs (legal loopholes).

En 2000, alors que le candidat démocrate Al Gore avait obtenu un plus grand nombre de votes au niveau de tout le pays par rapport à son concurrent républicain Georges Bush, la Cour suprême avait tranché en faveur de celui-ci dans le décompte des suffrages en Floride. C'est dans cette perspective que Trump a nommé trois juges conservateurs sur qui il compte pour annuler les résultats du vote du 3 novembre dernier qui ont donné Joe Biden vainqueur.

Dans ce cas précis, il n'est pas sûr que son recours aboutisse à la Cour suprême. Même si la majorité des juges de cette institution penche en faveur des républicains, il y a une limite que ces juges ne peuvent dépasser, de crainte de provoquer une guerre civile. La victoire de Joe Biden va éloigner de la Maison-Blanche celui que le New York Times appelle un "con artist" (un escroc) qui ne paye pas ses impôts.

Mais elle ne va pas résoudre, au moins dans l'immédiat, le problème structurel du système politique dans lequel la population de 26 États, qui représentent 18% des Américains, détient la majorité du Sénat sans laquelle aucune loi ne peut être promulguée. Le système du collège électoral, le poids des États dans le Sénat et l'idéologisation des Cours de justice atténuent le principe sur lequel est fondée la démocratie : le pouvoir est issu du suffrage universel où une voix d'un citoyen est égale à celle d'un autre citoyen.

Aux États-Unis, cette règle est bafouée puisque, au Sénat, la voix d'un citoyen du Wyoming (500 000 habitants) est supérieure à celle du citoyen de la Californie (35 millions habitants). Certes, la Chambre des représentants regroupe des élus en fonction du nombre d'habitants des États, mais ce n'est pas le cas du Sénat où chaque État, quel que soit son poids démographique, dispose de deux sièges. L'Amérique est un géant économique et militaire aux fondations politiques fragilisées par le poids des ans. La radicalisation droite d'une partie de l'élite politique est pleine de dangers pour la paix civile dans un pays où le port d'arme est légal.